
Le trafic d'armes légères en provenance d'Europe de l'Est – L'expansion mondiale (2/3)

Description

Le bouleversement géopolitique européen en 1991 s'est accompagné de nombreux changements sur les autres continents. Les repères sociaux et politiques conservés pendant plusieurs décennies ont littéralement volé en éclat au point de permettre la résurgence spontanée de revendications longtemps étouffées.

Au début de la décennie 1990, les possibilités de déversement d'armes depuis l'Europe de l'Est et la Russie ont logiquement amené l'Occident à imaginer que les nouveaux grands trafiquants, comme Viktor Bout[1], tiraient les ficelles des nouveaux conflits. De ces années troubles est née la légende selon laquelle l'offre influence la demande en termes d'armement et, par conséquent, favorise la violence.



Toutefois, cette opinion durable dans l'esprit des populations et des politiques est à l'origine d'une confusion dans l'origine même de la création des filières. Il est important de scruter la mise en place de ces dernières et le grand mouvement mondial de dissémination des armes à feu en observant ce phénomène par le prisme de la culture des armes, si chère à certains États.

La mise en place des filières en Europe occidentale

La mondialisation des échanges dans les années 1990 s'est accompagnée d'une forte propagation du trafic de produits stupéfiants, en priorité dans le monde occidental. Le continent européen a alors connu une accélération des échanges clandestins et l'émergence d'économies illégales sur des territoires que des caïds s'attachent à défendre face aux nombreux prédateurs.

En moins d'une décennie, de l'Acte unique européen en 1986 à la concrétisation de l'accord de Schengen en 1993, se sont superposées deux tendances majeures en Europe: la libéralisation des échanges commerciaux par l'effacement des frontières, et la pénétration toujours plus croissante des économies clandestines sur les territoires nationaux. L'impact de «l'effet Schengen» est mesurable deux décennies plus tard, tant il aura participé à faciliter les flux d'armes à l'intérieur des territoires de l'Union européenne. En revanche, cet accord a très vraisemblablement déplacé les zones de corruption aux frontières de l'UE. Les frontières serbe, croate et slovène tout d'abord, puis entre la Moldavie et la Roumanie ou entre l'Ukraine, la Slovaquie et la Hongrie, sont devenues de véritables «limes» où la corruption des douaniers, l'industrie des passeurs d'armes, le trafic de produits stupéfiants et d'êtres humains ont été en progression constante.

La pénétration d'ALPC en Europe occidentale pendant la décennie 1990



Durant toute la décennie 1990, les flux d'armes à feu ont été réguliers entre l'ancien bloc de l'Est et les pays occidentaux. En ce qui concerne le petit trafic, il a porté sur de faibles quantités: 4 ou 5 fusils d'assaut ou pistolets automatiques étaient glissés dans des sacs et transportés dans des véhicules légers par l'autoroute Belgrade-Zagreb puis Milan-Lyon-Paris ou dans des autocars partant de Sofia pour atteindre Metz puis Bruxelles. Pour le grand trafic en revanche, des centaines de tonnes d'armes quittaient les ports d'Odessa ou Burgas pour rejoindre l'Afrique ou l'Amérique centrale.

Les organisations mafieuses italiennes et albano-kosovares ont su tirer profit de cette dissémination pour renforcer leur emprise sur les territoires qu'elles désiraient contrôler. Des systèmes proto-mafieux (familles criminelles russes, bulgares, tchèques, polonaises, ukrainiennes et roumaines) ainsi que les filières du grand banditisme et du terrorisme ont adapté leurs filières d'approvisionnement pour acquérir de telles armes. C'est de cette manière que le «gang de la banlieue sud» de Paris s'est procuré des RPG-7 pour attaquer des fourgons blindés de transport de fonds ou que d'anciens appelés convertis à un islam fondamentaliste ont acquis des AKM (version bon marché de l'AK-47) et sont tombés dans une spirale infernale qui les a menés à la folie meurtrière en 1996 à Roubaix[2].

Une autre grande filière a été mise en place à partir de l'Europe du sud. Le pillage des arsenaux et dépôts militaires de l'Albanie nouvellement indépendante s'est opéré après l'éclatement social qui a suivi l'effondrement financier et bancaire de 1997. Des dizaines de millions d'armes et munitions de fabrication russe et chinoise –l'Albanie a été conseillée et armée par Pékin de 1961 à 1976– se sont ainsi retrouvées entre les mains de la population. Elles ont très rapidement été récupérées par les clans criminels albanais, notamment ceux de Shkodër au nord du pays, à majorité guègue et qui voyaient dans cette opportunité la chance de s'extraire de la suprématie séculaire tosque du sud du pays. Les armes ont pris la direction des ports de Vlorë et Durrës, paradoxalement contrôlés par les ex-agents tosques de la Sigurimi (l'ancienne police politique d'Enver Hoxha), pour être transportées sur de petites embarcations parmi les migrants clandestins à destination de la région italienne des Pouilles. Au début des années 1990, dans un but purement lucratif, un véritable axe clandestin Est-Ouest s'est ainsi créé en Albanie. Il perdure encore aujourd'hui.

Dans les pas des soldats de l'OTAN en 1999, les clans criminels albanais guègues ont pénétré sur le territoire kosovar et se sont implantés à Pristina et Mitrovica. Grâce au positionnement géographique central de cette ex-région serbe, ils ont su s'imposer comme les intermédiaires régionaux sur le passage des drogues venues d'Asie centrale par la Turquie et du trafic d'armes avec les clans criminels serbes de Novi Pazar et monténégrins de Podgorica.

Les milieux terroristes n'ont pas été en reste puisque des membres de l'IRA ont acheté des fusils d'assaut et des lance-roquettes aux anciens Serbes de Bosnie des clans Karadzic et Mladic par l'intermédiaire de l'ETA et des milieux criminels croates.

Enfin, les jeunes caïds des cités phocéenne ou parisienne sont parvenus à se procurer de telles armes pour protéger des territoires dont le contrôle est directement financé par le trafic de drogue.

La dissémination dans les conflits régionaux ou intra-étatiques

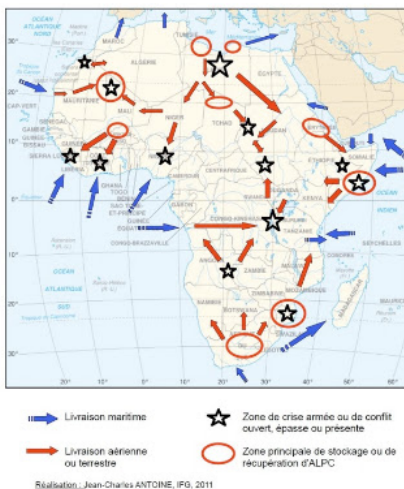
Au moment où l'URSS s'est effondrée, la protection occidentale au profit du Tiers Monde s'est évanouie. Alors que les deux grands blocs disparaissaient, les rivalités séculaires ont refait leur apparition et les conflits gelés ont de nouveau éclaté: Sierra Leone, République Démocratique du Congo, Angola, Grands Lacs, Liberia, Somalie, pour ne prendre que l'exemple africain.

La violence constatée dans ces conflits a enclenché une forte demande en armement léger à laquelle les nouveaux trafiquants d'armes -Viktor Bout, Leonid Minin, Pierre Falcone et Arkadi Gaydamak[3]- ont pu répondre par des récupérations dans les arsenaux ex-soviétiques.

La grande constante, qui est apparue lors de cette dissémination mondiale, est que la demande domine l'offre. Les trafiquants n'ont donc eu qu'à s'adapter aux besoins des belligérants pour leur fournir des armes en tous genres en contrepartie de diamants, de parts de marché dans l'industrie du bois ou encore de titres de propriétés forestières dont le sous-sol regorgeait de coltan ou d'autres matières premières essentielles. Viktor Bout pouvait ainsi acheminer au Liberia des armes au profit du *Revolutionary Unified Front* (RUF) installé dans l'est de la Sierra Leone et, le soir même, atterrir à Freetown, la capitale, pour distribuer aux forces gouvernementales des médicaments et des produits sanitaires nécessaires en cas d'attaque armée.

En guise d'illustration la carte ci-dessous indique les nombreuses possibilités maritimes et aériennes d'approvisionnement en Afrique.

Filières principales du trafic d'armes sur le continent africain



Le trafic d'armes légères et de petit calibre porte sur des produits à la durée de vie étonnamment longue. Contrairement aux produits stupéfiants qui sont à usage unique, contrairement aux êtres humains qui sont censés utiliser les filières de l'immigration clandestine une seule fois dans leur vie et selon les aléas sociaux des pays, contrairement enfin à la prostitution dont les victimes évoluent physiquement au fil des années et de l'intérêt que les clients leur portent, les armes à feu «vivent» environ une soixantaine d'années.

Aussi, si une AK-47 ou une AKM n'est pas détruite lors d'un combat ou d'une mission de désarmement, elle est vite récupérée pour être revendue. De plus, tant que les munitions parviennent aux tireurs, ces fusils d'assaut ne se bloquent ni ne s'enrayent jamais. Les flux et les filières sont donc sans cesse approvisionnés et une arme peut objectivement faire le tour du monde en une décennie.

L'impact de la culture américaine dans la lutte mondiale contre la dissémination

Depuis longtemps, les États-Unis bloquent tout mécanisme de contrôle universel du commerce légal d'armement léger. Cette absence de coordination à l'échelle planétaire est de nature à gêner la lutte contre le trafic d'ALPC.

Les enjeux de politique intérieure américaine sont liés au commerce et à l'industrie de l'armement dans son ensemble, et ce depuis la fin de la guerre de Sécession. Déjà, en 1923, le mensuel *The American Rifleman* promouvait le port d'armes à feu par des civils afin de les préparer à défendre la Nation américaine en cas de besoin. Au fil des années, ce mensuel est devenu le vecteur de propagation des opinions politiques de la toute-puissante *National Rifle Association* (NRA). Pour légitimer la libre possession d'une arme à feu sur le territoire national, le lobby pro-armes s'est appuyé sur le second amendement de la Constitution des États-Unis d'Amérique (1791) qui avait initialement pour but de permettre aux milices civiles de protéger le nouvel État fédéral contre un potentiel dictateur. Lors de la création de la Garde nationale, en 1903, ces milices ont été dissoutes mais le port d'armes par les civils qui les avaient constituées ne leur a pas été ôté.

Plus tard, au milieu des années 1970, le renouveau de l'aile ultra-conservatrice du Parti républicain, le besoin ressenti par une frange de la population de s'armer pour sa sécurité personnelle ainsi que le renouveau religieux messianiste anglican ont réanimé le débat sur le port d'armes.

Dans les années 1980, le président Ronald Reagan a officiellement soutenu la NRA, se posant en fervent défenseur des lobbyistes pro-armes. Depuis le scandale de l'*Irangate* (1980), ce thème est devenu un sujet si sensible aux États-Unis qu'il faudra attendre 1998 pour que les Républicains en fassent un thème de campagne anti-Démocrates. Divers groupes de pression se constituent alors, soutenant la thèse selon laquelle la multiplication des armes dans le monde favorise une dissuasion globale qui fera reculer la délinquance.

À partir de 1998, suivis et soutenus officieusement par de nombreux pays producteurs, Jesse Helms (sénateur de Caroline du nord) et John R. Bolton (futur sous-secrétaire d'État au contrôle des armes, du désarmement et des affaires internationales de l'administration Bush Jr.) s'opposent systématiquement aux initiatives des Nations unies dans ce domaine. J.R. Bolton, notamment, refuse toute supervision des systèmes de prolifération d'armes et tout mécanisme juridiquement contraignant sur le traçage et le courtage des armes. En 2001, le directeur exécutif de la NRA, Wayne LaPierre, s'oppose au Réseau d'action internationale sur les armes légères (RAIAL ou IANSA) représenté par Rebecca Peters. Cette dernière a mobilisé l'opinion publique américaine sur le fait que le Bureau de contrôle des armements du ministère américain de la Défense, dirigé également par Bolton, ne vérifie en moyenne que 400 à 500 certificats d'utilisateur final -les certificats censés prouver la destination des armes vendues- sur un total annuel de 45.000 licences et pour une somme approximative de 46 milliards de dollars en 2000.

Ces rivalités internes aux États-Unis ont eu pour conséquence directe de bloquer depuis une décennie les tentatives multilatérales de réglementer la vente, le traçage, la circulation et donc de restreindre la dissémination des armes légères et de petit calibre à travers la planète.

La multiplication des filières de trafic depuis le début des années 1990 n'est pas uniquement le fruit des besoins sur les théâtres où se déroulent des conflits armés. Ce phénomène global tire ses origines des rivalités géopolitiques internes et externes aux États, lesquels sont en net recul sur l'échiquier mondial et ont laissé place à des groupes d'intérêts et des organisations mafieuses ou criminelles transnationales fondées sur les économies illégales.

Notes :

[1] Ancien officier du KGB devenu le plus grand trafiquant de la décennie 1990, il a servi de modèle à Nicholas Cage dans le film *Lord of War* d'Andrew Niccol en 2006.

[2] En 1996, des braquages et vols à main armés à Roubaix ont amené le RAID, l'unité d'élite de la police française, à intervenir dans un appartement de la ville, ce qui a donné lieu à une longue fusillade au cours de laquelle les braqueurs ont été tués.

[3] Leonid Minin était jusqu'en 2006 le chef de la mafia d'Odessa tandis que Pierre Falcone et Arkadi Gaydamak étaient impliqués dans l'Angolagate.

* Jean-Charles ANTOINE est docteur en géopolitique de l'Institut français de géopolitique (IFG, Paris 8). Il est expert sur le thème du trafic mondial d'armes légères et de petit calibre, et spécialisé sur l'émergence du crime organisé et sur l'espace régional de la mer Noire.

date créée

01/02/2012

Champs de Méta

Auteur-article : Jean-Charles ANTOINE*